

# ***Optimum* territorial et satisfactions sociétales : la gouvernance est-elle la solution ?**

Jean-Yves PIOT<sup>1</sup>

<sup>1</sup> UMR 6012 ESPACE - 29 avenue Robert Schuman - 13621 Aix-en-Provence  
*jypiot@aol.com*

---

**Mots clés :** aménagement, formation, gouvernance, territoire.

---

Optimiser l'espace relève de choix qui se traduisent par de multiples aménagements et/ou réaménagements visant à résoudre les problèmes de qualité de vie, de fragmentation des tissus urbains, d'accessibilité, mais aussi visant à respecter les marqueurs culturels comme les héritages patrimoniaux qui donnent une identité aux territoires. En amont de ces choix, des processus sociaux sont mis en œuvre incitant les différents acteurs à participer, à s'engager dans une démarche qui se dit démocratique. Des expressions comme : démocratie participative ou gouvernance sont couramment utilisées, mais recouvrent des pratiques bien différentes en ce qui concerne l'implication réelle des acteurs et leur participation à l'élaboration d'une solution construite en commun.

Entre acteurs institutionnels et citoyens, les enjeux de la participation ne sont pas identiques. Les procédures mises en œuvre posent la question du partage du pouvoir, non pas à propos de la décision qui reste du ressort des élus, mais pour ce qui est de l'accès à l'information, de la participation aux débats d'idées et à la négociation. Des questions, non tranchées par la législation restent en suspens comme celle de la population concernée par un projet d'aménagement et le rôle qui lui sera attribué. Si, au niveau local, des méthodes de gouvernance se développent, elles restent trop souvent très proches d'une simple politique de communication de la part du pouvoir en place. Pour contourner cet obstacle, des associations se sont constituées pour recueillir une information différenciée sur l'espace et entretenir des relations avec les différentes instances impliquées dans un aménagement.

Faire en sorte que la décision ne soit plus le fait de quelques acteurs prenant des macrodécisions, mais bien celle d'une

multitude d'acteurs participant activement aux décisions, nécessite de changer des habitudes.

Pour renforcer la participation et mettre en place une véritable négociation, il nous paraît nécessaire d'élever le niveau de connaissances de tous ces acteurs. Le territoire est un objet complexe qui doit être mieux compris par chaque individu. Cela ne pourra se réaliser sans un minimum de formation, la finalité étant de modifier les représentations initiales que les acteurs se sont construites à partir de leurs multiples expériences de l'espace.

Pour obtenir un résultat, l'utilisation d'outils de simulation, comme les SIG, est possible. La manipulation des objets spatiaux dans un espace métrique, les modifications d'échelles, d'angles de vue permettent de prendre en compte des critères plus nombreux. Cependant, la compréhension d'images du territoire concerné par un aménagement ne s'est pas encore démocratisée, même chez les élus, et encore moins chez les citoyens.

En tant que théoricien de l'espace, le géographe réunit des compétences liées aux méthodes de production d'images ainsi qu'à la connaissance des processus de décision. Cette position lui donne une certaine liberté qui peut être mise à profit pour pallier ce chaînon manquant entre les technologies de l'information géographique et les différents acteurs. L'objectif n'est pas de faire du citoyen ou de l'élu un utilisateur des SIG, mais bien que chacun apprenne à interpréter les images produites comme des représentations virtuelles, et non pas réelles, de l'espace. *L'optimum* spatial résulterait ensuite d'une décision négociée entre acteurs avertis.